Aurillac, le 26 novembre 2020

MOTION DE BOYCOTT

Madame la Présidente,

Si la célèbre plateforme de vente en ligne qui porte le nom des légendaires guerrières homériques a accepté de reporter son «black friday», force est de constater que ce n'est pas le cas pour la DGFIP.
La période de soldes monstres sur notre réseau va reprendre de plus belle. Sauf que ceux qui sont sacrifiés, ce sont les agents, pas les prix…
éclatement des accueils version low-cost, vente à la découpe du réseau comptable, centres d'appels délocalisés, agents apatrides quant à leur situation professionnelle... N'en jetez plus!

Et que dire de ce CTL…
Est-il utile de se prononcer sur un projet dont les travaux ont été lancés dans la précipitation, pour ne pas dire l'amateurisme ?
Pouvez-vous garantir que la santé des agents n'est pas mise en danger dans un site où peuvent subsister amiante et peinture au plomb ?
Les aspects humains des projets à l'ordre du jour ne sont même plus obligatoirement soumis au CHS-CT ; une fusion avant l'heure ?
Les agents ont eu droit à de vagues promesses, mais aucune certitude sur leur situation au 1er septembre prochain…
Et que dire de l'aspect financier qui devrait découler de cette réforme ?
Vous n'en parlez pas. Le dispositif de prime de restructuration doit s'appliquer selon les textes et non pas sous une lecture restrictive.
Enfin, quelle est la pérennité du SGC de Mauriac ? Vous ne donnez aucune garantie sur son maintien même à moyen terme.

Au rythme où vont les choses, le seul progrès pour les agents de la DGFIP, c'est qu'ils seront formés, pour ne pas dire formatés, pour postuler dans les entreprises en ligne le jour où l'État n'aura plus besoin d'eux…

NON, Solidaires Finances Publiques ne participera pas à cette promotion et n'achètera aucun de vos produits réformés!

OUI, Solidaires Finances Publiques continuera à défendre un vrai réseau pour notre administration fiscale, garant d'un vrai service public à l'abri de toute précarisation.

La crise que nous traversons a pourtant mis en évidence le besoin dans ce pays d'un service public efficace, et l'efficacité a un prix. La justice fiscale, elle, n'a pas de prix et doit être renforcée, quoi qu'il en coûte!
La grande braderie mondiale que nous connaissons depuis plusieurs décennies a déjà durement frappé notre économie nationale, ainsi que le service public «à la Française». Il est grand temps d'arrêter le massacre!

Les agents de la DDFIP du Cantal, comme partout ailleurs, vous ont dit, vous disent et vous diront leur refus de ce Nouveau Réseau de Proximité.
Les agents de la DDFIP du Cantal que nous représentons, vous ont dit, vous disent et vous diront que face aux défis qui s'annoncent, une vraie réflexion doit s'engager quant à notre avenir.

Les agents ne sont pas dupes! Ce projet va au-delà des soldes monstres. Ce projet, et ce qu'il cache très mal derrière lui, revient à vendre les bijoux de famille!
Et quand une entreprise privée ou publique en arrive là, tout le monde sent alors l'odeur du sapin. Et ce sapin n'annonce pas Noël, mais bien le bois dont on fabrique les cercueils.

Selon vous, cette démarche doit se poursuivre au motif qu'elle a fait l'objet d'une pseudo-concertation de plus de 18 mois avant le confinement.

Notre organisation ne partage pas cette analyse. Tout d'abord, la crise sanitaire s'est invitée dans notre quotidien nous obligeant vous et nous à assurer la protection des agentes et des agents mais aussi des publics que notre administration reçoit.

De cette période qui perdure, aucun enseignement n'est tiré de votre part ni du gouvernement par ailleurs. Lors du CTR de sortie de crise, Solidaires Finances Publiques a fait état de la nécessité de se donner le temps de l'évaluation à froid.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que notre organisation n'était pas opposée aux évolutions nécessaires d'une administration telle que la nôtre dont les missions sont au cœur du fonctionnement de l'Etat et la période le confirme.

L'ambition de Solidaires Finances Publiques pour la DGFiP est celle d'une administration aux missions consolidées, aux chaînes de travail renforcées et sécurisées, aux structures pérennes voire renforcées, à la reconnaissance des personnels effective et collective, à l'amélioration réelle des conditions de travail.

Votre projet est aux antipodes de notre ambition et c'est bien pour cela que nous le combattons. Votre refus, dogmatique et non pragmatique est inaudible.
Vous vous rendez complice de la mise à mort de notre mission de Service Public.
Pire, vous mettez les agentes et les agents dans un contexte anxiogène dont vous portez la responsabilité.

Au nom des agents que nous représentons, nous réitérons notre revendication d'abandon du Naufrage du Réseau de Proximité qu'on connaît sous l'appellation NRP et des réformes régressives. A minima leur suspension immédiate.

En conséquence, pour toutes ces raisons, Madame la Présidente, les élus de Solidaires Finances Publiques ne siégeront pas au CTL ce jour.